

<https://www.pressegauche.org/L-independance-moteur-de-la-lutte-sociale-au-Quebec-Partie-2>



L'indépendance, moteur de la lutte sociale au Québec Partie 2

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 22 janvier 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'article précédent a voulu démontrer comment et pourquoi le Parti québécois a suivi une ligne politique néolibérale. Nous faisons référence à l'argumentaire de Gilbert Paquette qui a publié en décembre un article relançant la convergence (1). Nous nous attarderons maintenant à répondre à l'argumentaire de la nouvelle convergence et à dresser les perspectives que nous jugeons nécessaires pour l'avenir.

Pour lire la [première partie](#).

La convergence nouvelle mouture

Écueil 1, les perspectives sociales et économiques

Gilbert Paquette justifiait ainsi les positions anti sociales adoptées par le PQ : « Particulièrement lors des périodes de récession économique, les gestes du gouvernement sont mal compris des sympathisants souverainistes. » Cette affirmation venant d'un ancien député du PQ est particulièrement révélatrice. Cela signifie que ces politiques n'étaient pas des erreurs mais des décisions nécessaires « mal comprises ».

On peut difficilement imaginer qu'il pourrait apporter des solutions différentes après que cela ait été sa ligne de conduite pendant plus de quatre décennies. Nous avons d'ailleurs démontré dans l'article précédent pourquoi il en est ainsi. La situation économique mondiale comme nous le verrons plus loin, ne risque pas de s'améliorer. Les forces de gauche sont de façon générale en recul et l'échec de la social-démocratie européenne a dans plusieurs cas fait place à la montée de l'extrême droite.

Le ralentissement économique causé par la concentration des monopoles industriels, la perte d'emplois et les bas salaires tend à se généraliser. Le Canada et le Québec ont été moins touchés par cette crise si on la compare à la situation américaine à cause du filet social gagné au fil de dures luttes populaires et syndicales. Mais les défaites successives du mouvement ouvrier, imposées par le secteur privé et les gouvernements tant Libéral que Péquiste depuis plusieurs années ont réduit ces protection sociales et le nombre d'emploi stables et bien rémunérés.

Pour changer la situation il ne faut pas seulement légiférer, mais mobiliser la population et l'unifier dans des combats rassembleurs contre les dictats des compagnies comme Abi, Rio Tinto et bien d'autres.

Écueil 2, l'immigration et le nationalisme identitaire

Gilbert Paquette propose comme perspective pour les prochaines années de viser « à faire élire une majorité d'indépendantistes à l'Assemblée nationale. Chaque véhicule politique peut alors aller chercher sa part d'appuis à l'indépendance en fonction des affinités politiques qu'il véhicule, pour ensuite coaliser ces adhésions avec celles à l'égard d'autres partis en vue de constituer une majorité. »

Mais ces affinités politiques vont dans des sens opposés et sur le fond, le PQ ne pourra pas beaucoup changer. La

dégénération de la situation politique amènera de plus en plus de populations immigrantes fuyant la pauvreté et les situations d'oppression du sud vers le nord. C'est le cas présentement au sud des États-Unis. À cela s'ajoute les changements climatiques qui obligeront ces populations à quitter des parties de leurs territoires et migrer vers le nord. Tout cela modifiera la géopolitique telle qu'on la connaît présentement.

Le PQ ne s'est pas construit en faisant de la politique visionnaire ce qu'on appelle de la politisation, de la préparation préventive. Et devant cette situation il est évident qu'il ne pourra résister à la pression de sa propre base contre cette immigration, surtout qu'il l'a lui-même alimentée, il n'a pas seulement jeté l'huile, mais aussi l'allumette.

Écueil 3, la démocratie et l'indépendance

Les deux premiers constats mettent un point final à toute velléité d'indépendance de la part du PQ. D'ailleurs ses propositions référendaires se référaient soit à la souveraineté-association ou à la souveraineté dans le cadre d'un État fédéral associé qui a le contrôle de la monnaie mais pas d'indépendance ni de processus constituant.

En fait s'il subsistait des doutes, le passage au pouvoir en 2012-2014 a représenté l'enterrement de toute possibilité de gagner un référendum sous sa gouverne dans un avenir prévisible. Les perches lancées par la suite concernant les convergences et la feuille de route n'ont servi qu'à brouiller les cartes.

La feuille de route

J'écrivais à ce sujet en 2016 « La convergence nous amène à adhérer au concept de famille souverainiste, concept qui évacue la réalité des luttes de la population et des mouvements militants contre l'offensive néolibérale et des rapports de force qui y sont liés, en contradiction avec notre vision programmatique. Il ouvre la possibilité de considérer comme alliés des partis ou organismes nationalistes de droite, antisociaux et parfois même racistes. En pratique ce cheminement nous paralysera dans une période où la clarté des orientations politiques est cruciale pour organiser la riposte et où nous voulons nous poser comme alternative. Au final appuyer la construction de cette convergence souverainiste comme une alternative aux libéraux en 2018, c'est semer des illusions quant à la nature du PQ, participer à camoufler son projet néolibéral et à escamoter son absence de stratégie d'accès à la souveraineté. Cela participera à nous marginaliser encore plus et aura surtout pour conséquence de désarmer politiquement notre base militante. » (2)

Après de nombreux débats Québec solidaire a su trouver sa voie et développer ses perspectives en se présentant comme l'alternative aux politiques néolibérales et pour une perspective environnementaliste. C'est ce qui a permis le succès que nous venons de connaître. On pourra un jour y revenir si on veut se remémorer toutes les parties de cette histoire, sur les épisodes de la feuille de route. Mais ce qui est déterminant aujourd'hui c'est l'impasse dans laquelle cette stratégie tente encore de nous conduire.

Quelles perspectives ?

Le Québec et le monde

La situation économique mondiale s'est intensifiée et les pressions sont de plus en plus lourdes contre le mouvement

ouvrier et populaire. Encore une fois la crise économique des dominants, conséquence de leur accaparement toujours croissant de la richesse collective et des restrictions également toujours croissantes imposées à la population, sera le prétexte pour nous imposer encore une fois des budgets d'austérité.

La lutte des gilets jaunes en France démontre cependant l'ampleur de la réaction populaire face aux mesures d'austérité et le saut politique qualitatif qui a transformé ce qui étaient jusqu'à maintenant des luttes morcelées de résistance en une lutte centralisée qui dévoile au grand jour la collusion des dominants et du gouvernement. Le journal Marianne écrivait ainsi dans son édition du 18 décembre dernier : « La lutte des classes, conflit politique, social et culturel, qui oppose celles et ceux qui possèdent à celles et ceux qui travaillent, est de retour. Voilà pourtant trente ans que nos élites la disaient enterrée, appartenant à une histoire définitivement révolue. »

Nous sommes en effet dans une ère de confrontation de la classe dominante pour faire payer la crise à la population mais également mettre à plat sa résistance. À cet effet, le rôle la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international (La Troïka) contre la Grèce il y a quelques années, avait bien démontré comment la dette, qui est la plupart du temps illégitime comme cela avait été le cas avec les dettes des papiers commerciaux, peut servir à écraser une population et lui enlever son autonomie et son pouvoir.

Or le dernier rapport de la Banque Mondiale indique que nous sommes dans une période de recul continu de la croissance. Selon ce dernier : « Par grande catégorie, ce sont les économies dites avancées qui vont afficher la plus forte décélération, la croissance estimée de 2,2 % en 2018 devant passer à 2 % en 2019, puis à 1,6 et à 1,5 % en 2020 et 2021. Les États-Unis vont écopier avec un rythme de croissance appelé à passer de 2,9 % en 2018 à 2,5 % cette année, puis à 1,7 % en 2020 et 1,6 % l'année suivante. Le commerce mondial et les investissements décélèrent, les tensions commerciales restent élevées et les conditions financières se durcissent. » (3)

Notre combat devra maintenant dépasser la résistance aux politiques néolibérales qui nous imposent les remèdes à leur crise, afin de développer des lieux de pouvoir alternatifs dont le Québec sera le fer de lance dans l'État canadien.

L'internationalisme, la seule voie possible

La lutte de la population du Québec pour la prise en main de sa destinée, ne peut être un repli sur soi identitaire. À l'image de la lutte des carrés rouges en 2012 mais à une échelle mille fois plus grande, elle doit devenir une mobilisation qui changera la société et qui saura inspirer les forces militantes au-delà de nos frontières. C'est même une nécessité, on ne combattra pas les multinationales à nous seuls, ni la crise économique mondiale. La lutte du Québec doit devenir contagieuse et inspirer la lutte pour l'émancipation sociale ailleurs. On ne réussira pas non plus à résoudre la crise environnementale de la planète en réglant la situation seulement au Québec. Ce sera un bon pas en avant, mais si nous sommes les seuls, les glaciers continueront de fondre quand même.

La situation tant en Grèce qu'en Catalogne nous enseigne que le développement de la solidarité hors de nos frontières est une nécessité. L'État canadien, les institutions financières et les corporations ne laisseront pas la population du Québec, prendre en main sa destinée sans réagir, nous en avons eu un aperçu lors du référendum de 1995 où Air Canada et la compagnie Irving avaient financé les déplacements des personnes du Reste du Canada venus participer au Love-in à Montréal. Sans compter l'implication financière et politique du gouvernement fédéral rapporté lors de la commission Gomery.

La solidarité internationale est la seule perspective possible pour assurer un rapport de force afin de défendre nos acquis. Le développement de liens de solidarité à la défense de notre lutte avec le mouvement ouvrier et populaire

du Reste du Canada (ROC) fait partie de ces tâches essentielles. Objectivement ils n'ont aucun intérêt à soutenir leur propre Establishment qui défend aussi ses privilèges contre eux. Leur appui est essentiel à notre lutte, mais elle l'est aussi pour eux parce qu'elle ouvre une perspective stratégique de lutte unitaire contre l'État impérialiste canadien et permet de sortir du morcellement à laquelle la classe ouvrière du ROC est confinée.

La seule convergence, la seule unité nécessaire et possible c'est celle du mouvement syndical, des groupes féministes, environnementaux, pour la démocratie, pour le droit des personnes immigrantes, enfin de tous ceux et celles qui luttent pour la justice sociale contre les possédants, dans une perspective internationaliste de solidarité.

Pour y arriver le projet de souveraineté doit jouer un rôle mobilisateur pour un changement de société, et ce projet social pour survivre, devra être un déclencheur, une inspiration, d'une mobilisation qui saura dépasser ses frontières.

Notes

(1) <http://www.pressegauche.org/L-independance-moteur-de-la-lutte-sociale-au-Quebec-bilan-et-perspectives>

(2) Option 1 : Ne pas participer à la feuille de route de OUI Québec, document pour le congrès de mai 2017, <http://www.pressegauche.org/Option-1-Ne-pas-participer-a-la-feuille-de-route-de-OUI-Quebec>

(3) Le Devoir 09 janvier 2019